Mirage humanitaire dans le désert du nord du Mali (En réponse au texte « Mali et contradictions d'un anti-impérialisme conventionnel »)

mardi 5 mars 2013, par MARTIAL Paul (Date de rédaction antérieure : 4 mars 2013).

Sommaire

- Court terme et moyen terme
- La France au cœur du dispositi
- La politique de la France au
- La France contre la barbarie ?
- Une intervention progressiste
- Une autre solution était (...)
- Pour conclure

Le texte de Claude Gabriel [1] se propose de pointer les contradictions des positions anti-impérialistes qui se sont développées à l'occasion de l'intervention militaire française au Mali. Louable intention qui devrait permettre de mieux affiner notre lutte contre l'impérialisme, mais est-ce vraiment le but ? Au-delà d'un problème de méthode qui consiste à mélanger allègrement les arguments (voire même à en inventer, donnant ainsi aux lecteurs l'impression d'une incohérence de ceux qui condamnent l'intervention française), la thèse développée tend à défendre une nouvelle idée : la bourgeoisie impérialiste serait amenée à lutter contre la barbarie.

Court terme et moyen terme

Ceux qui défendent l'idée que la motivation de l'intervention française serait liée à la richesse du Nord du Mali se trompent. Il existe au Mali des mines d'or, mais elles sont situées au sud ; quant au potentiel énergétique, dans le Nord du Mali, les plus pessimistes le qualifient de mirage. Les autres considèrent comme probable qu'il y ait certaines régions prometteuses au niveau de richesses du sous-sol, notamment dans le bassin de Taoudeni ou celui de Gao. Mais la France ne fait pas une guerre pour des richesses qui seront exploitables, éventuellement et au minimum, dans une dizaine d'année, même s'il faut bien tenir compte de ce potentiel dans le débat qui s'annonce sur l'avenir politique du nord du Mali. Effectivement la critique du texte de Claude Gabriel reste, à notre avis, pertinente et c'est pour cela que, pour notre part, nous n'avons jamais avancé ces arguments.

La question d'AREVA

Par contre l'auteur sous-estime l'importance d'AREVA pour la France. Rappelons que le contrat secret de défense, du 24 avril 1961 entre la France et les anciennes colonies du pré carré africain lors de l'indépendance, mentionnait l'exclusivité des ventes des matières premières stratégiques

pour la France. Le Niger était partie prenante de ces types de contrat en tant que producteur d'uranium. [2] Si l'impérialisme français, dès le début des indépendances formelles des pays africains, a maintenu son emprise sur les réserves nucléaires ce n'est évidemment pas pour rien.

L'histoire du Niger, c'est aussi le coup d'Etat contre Hamani Diori qui avait osé demander, en 1974, la revalorisation du prix de l'uranium. Le nucléaire en France, on le sait, est particulièrement développé : 78% de notre électricité provient du nucléaire. La fourniture d'uranium, des mines du Niger situées à proximité du Mali, représente entre 30 et 40 % du total de l'approvisionnement d'AREVA et 1/3 des centrales nucléaires tourne avec l'uranium nigérien. [3] D'autre part, le prix acheté par AREVA au Niger est inférieur de 40% au prix du marché. AREVA a investi 1,2 milliard d'euros dans la mine d'Imouraren. En comparaison, la guerre coûte actuellement autour de 100 millions d'euros, même si on est bien d'accord que ces dépenses sont loin d'être terminées. Mais l'Etat français n'a pas peur de dépenser à fond perdu pour les … entreprises. Les subventions aux banques lors de la crise financière le prouvent.

Alors bien sûr il y a d'autres sources d'approvisionnement en uranium, le Kazakhstan, le Canada et l'Australie, mais ce sont des pays qui sont hors du contrôle politique de la France contrairement au Niger. En effet, son indépendance énergétique ne serait pas assurée si les fournisseurs provenaient du Canada ou de l'Australie, deux puissances impérialistes, ou du Kazakhstan. Comme pour les Etats-Unis il y a d'autres sources de ravitaillement en pétrole, mais les pays du Golfe Persique restent pour les U.S une zone stratégique. La filière nucléaire, tant militaire que civile, est pour la bourgeoisie française un atout majeur. L'OCDE considère le nucléaire comme la voie royale pour réduire la crise climatique et table sur son développement. [4] C'est donc un des éléments qui explique l'intervention militaire de la France, l'autre étant le rôle dévolu à la France, en Afrique francophone, par les puissances impérialistes.

La France au cœur du dispositif de stabilité néo coloniale

Ainsi la France peut intervenir, y compris militairement, sans avoir des intérêts économiques. L'auteur aurait d'ailleurs gagné du temps en citant le cas du Tchad plutôt qu'à faire une longue démonstration sur le recul économique de la France au Mali et dans les pays de son pré carré (qui ne se vérifie pas partout, mais peu importe). En effet le Tchad, pays pétrolier, où la France maintient une base permanente dans le cadre de l'opération Epervier (débutée en 1986), elle y est intervenue militairement plusieurs fois. La dernière intervention est récente puisqu'elle date de 2008 quand il s'est agit de sauver le régime de Deby, et pourtant les intérêts français au Tchad sont quasiment nuls [5] et absents pour le pétrole exploité par un consortium d'entreprises américaines et malaisiennes ExxonMobil, Chevron, Petronas et chinoise (China National Petroleum Corporation-International Chad).

Donc, et c'est ce que nous avons essayé d'indiquer dans nos différents articles, l'intervention de la France est motivée par son économie nucléaire et par des intérêts géostratégiques, mais nous avons utilisé le slogan, certes terriblement conventionnel de « la France qui joue rôle de gendarme de l'Afrique ». Ce qui n'est pas totalement vrai puisque son rôle de gendarme se limite à l'Afrique francophone.

Depuis les indépendances africaines, les impérialismes reconnaissent à la France le pouvoir d'intervenir pour stabiliser un pays ou une région. Sinon on ne comprendrait pas pourquoi la France est le pays qui intervient militairement le plus en Afrique. Contrairement à ce que l'on pourrait penser, la chute du mur de Berlin a approfondi cette tendance. [6] Les Russes sont désormais hors-jeu du champ africain, quant aux chinois, il est fini le temps des relations entre Etats frères où l'on

construisait des palais du peuple, des stades pour célébrer la fraternité des peuples et affermir la présence politique de la Chine. Cette dernière a abandonné toutes opérations idéologiques ou politiques avec les Etats africains, à l'exception de la non-reconnaissance de Taiwan, qu'elle considère comme un élément de sa politique intérieure. Ce qui compte, c'est de faire des affaires. A tel point d'ailleurs que la partition soutenue (organisée diront certains) par les Etats Unis du Soudan, pourtant allié de la Chine et grand fournisseur de pétrole, s'est faite sans aucune protestation des dirigeants de Pékin.

La politique de la France au Mali

On peut expliquer que l'Afrique n'est pas figée, qu'il existe des évolutions à l'intérieur des pays, mais au-delà de ces poncifs, les fondamentaux restent dont l'un est l'omniprésence de la France sur les pays de son pré carré africain, même si les méthodes peuvent changer.

L'auteur souligne que les impérialistes ont besoin de stabilité pour mener leurs affaires, c'est en général vrai, mais pas toujours car cela dépend du type d'exploitation. Si on prend le coltan, essentiel pour l'industrie informatique et aéronautique, l'extraction de ce minerai ne nécessite pas une installation industrielle conséquente, c'est ainsi que dans la région de l'est de la RDC (ex Zaïre), depuis 20 ans guerres civiles, massacres, viols et autres, n'empêchent nullement l'exploitation de ce minerai, voire même, le facilitent par l'emploi de travaux forcés des enfants par les différents seigneurs de guerre qui sévissent dans la région.

Alors que pour l'uranium c'est différent. La fabrication du Yellow-Cake (poudre d'uranium) qui est exporté vers la France nécessite des installations lourdes et du personnel qualifié pour le broyage des roches et l'extraction de l'uranium par différentes étapes chimiques. Et c'est bien le problème pour la France : Comment sécuriser cette zone ? Rappelons que plusieurs otages des djihadistes sont des salariés d'AREVA. Si Mahamadou Issoufou, le président nigérien, était pour une intervention armée, ce ne fut pas le cas du président malien de l'époque Amadou Toumani Touré (ATT) pour des raisons propres à la survie de son régime.

C'est pour cela que le Quai d'Orsay a joué la carte du MNLA. L'idée était simple, se servir du MNLA pour stabiliser et sécuriser la région, notamment contre AQMI. Le MNLA semblait avoir, pour cet objectif, toutes les qualités requises. Essentiellement composé de Touarègues qui connaissent la région, savent se battre, car la plupart viennent de la légion islamique de Libye et ont des armes. Le problème est que le MNLA a agi avec son propre agenda, a fait alliance avec les djihadistes, dès le début, pour conquérir les villes du Nord du Mali, ce qui a précipité l'effondrement de l'Etat malien.

Quand Claude Gabriel écrit :

« Devons-nous croire cette fable qui laisse entendre qu'un misérable coup d'État d'une partie de l'armée, une oppression spécifique des Touaregs puis le basculement dans le conflit armé, un vide gouvernemental tragique, un intégrisme religieux grandissant dans toute la zone sahélienne, etc. tout cela n'est que le fruit d'une volonté délibérée, d'une sorte de calcul de la France ? »

Peut être qu'il considère aussi comme une fable le limogeage de Laurent Bigot, sous-directeur Afrique Occidentale, dont une des raisons avancées par la presse spécialisée concerne le soutien de la France au MNLA :

« Ses divergences de vues sur la gestion de la crise malienne ? Il n'est jamais bon, en ces temps d'unanimisme impératif, de douter à voix haute du bien fondé de l'alliance scellée de facto avec les Touareg du Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA) » [7]

Et l'auteur dit :

« Certains re-convoquent même le thème de « l'allié objectif » dont on connaît la grande valeur dialectique (!) : « Les djihadistes ne sont pas seulement responsables de la souffrance de la population des villes qu'ils occupaient, ils ont réussi à ce que le rêve des puissances impérialistes se réalise : installer durablement leur présence militaire massive qui permettra désormais d'influer fortement sur les destinées des pays de la région et de profiter des richesses minérales du sous-sol » (NPA). « Même combat » donc ! Il ne suffisait pas d'être présent économiquement, culturellement (francophonie oblige) et politiquement… encore fallait-il occuper militairement et massivement la région. Pourquoi ? On ne sait pas »

Là par contre, Claude Gabriel ne semble pas comprendre la phrase qui constate seulement que les djihadistes ont permis aux impérialismes de s'installer dans la région. Ce n'est qu'une constatation étayée par des faits. Depuis la crise, la France est désormais présente au Niger, au Burkina Faso, au Mali évidement et les USA ont pu installer une base de drones. Avant la crise au Mali peut-on croire vraiment que l'impérialisme aurait eu ces possibilités ? Assurément non.

Preuve en est les difficultés pour les USA d'installer, il n'y a même pas quatre ans, son siège de l'Africom où la plupart des pays sollicités avaient refusé. Nous n'avons pas de vision « complotiste » de l'histoire. Ce n'est évidemment pas une volonté de la France, ou de l'impérialisme quel qu'il soit de détruire les Etats ou de d'installer le chaos en Afrique ou de construire un « Sahelistan », c'est une des conséquences politique non voulue. Cette vision d'utiliser les djihadistes comme un instrument de l'impérialisme, notamment américain, sont plutôt à chercher d'ailleurs du côté des partisans de l'intervention. [8]

Oui la France a eu un rôle important dans l'effondrement de l'Etat malien, et pas uniquement une responsabilité coloniale, mais aussi actuel en tentant de pallier les carences de l'Etat par le MNLA dans le nord du Mali. Nous n'avons jamais affirmé que l'optique de Sarkozy, puis celle de Hollande, fût de réaliser le vieux rêve de De Gaulle : l'Organisation commune des régions sahariennes (OCRS), que d'ailleurs lui-même avait abandonné quelques années plus tard. Parfois la géostratégie est plus triviale que l'on pense.

Quand Claude Gabriel laisse à penser que les adversaires de l'intervention considèrent qu'il existerait une dose d'anti-impérialisme chez les Djihadistes, ce sont des arguments qui n'ont jamais été employés par les militants de la gauche de la gauche. Une manière qui vise plus à discréditer qu'à mener une discussion honnête Mais à chacun sa façon de débattre !

La France contre la barbarie ?

Pour l'auteur la motivation de la France est d'éradiquer la menace islamiste qui allait déstabiliser, pas seulement le Mali, mais l'Afrique de l'Ouest toute entière. Bien que les autorités françaises elles-mêmes n'évoquent pas un tel danger qui semble être exagérément surestimé, admettons, mais pourquoi faudrait-il stabiliser cette région si ce n'est pour assurer les intérêts des multinationales ? Pas de réponse de l'auteur

Mais Claude Gabriel avance une deuxième explication de l'intervention : « la lutte contre la barbarie ». La France de Hollande ne supporterait plus la barbarie des islamistes du nord du Mali, mais uniquement a priori dans cette seule région et pas dans les autres, notamment dans les pétromonarchies du Golf persique où pourtant la charia est appliquée, y compris les amputations en Arabie Saoudite où les travailleurs immigrés indiens et les domestiques asiatiques sont victimes de violences et de mauvais traitements et y compris la peine de mort.

Quant à la barbarie, elle est expliquée ainsi :

« Ce n'est pas la première fois dans l'histoire, et certainement pas dans l'histoire européenne, que la grande misère libère les pires pulsions parmi les déshérités »

Comme si la barbarie était l'apanage des pauvres.

Est-ce que ce sont les déshérités qui ont planifié les deux bombardements nucléaires au Japon, puis les essais nucléaires dans le désert du Sahara en utilisant des hommes comme cobaye ? Sans parler des déchets chimiques déversés en plein milieu d'Abidjan, la capitale de la Côte d'ivoire, ou sur les côtes somaliennes, y compris des déchets nucléaires.

Si les djihadistes s'étaient « contentés » de faire leur trafic, même en martyrisant les populations du nord du Mali, mais sans s'en prendre aux intérêts des impérialistes quels qu'ils soient, il est peu probable que la France soit intervenue. D'ailleurs Claude Gabriel le reconnaît indirectement puisqu'il donne l'exemple du Libéria (il aurait dû ajouter aussi la Sierra Leone) où c'est par milliers que des amputations ont été effectuées par des gamins drogués semant la désolation dans les villages, l'horreur en nombre mais aussi en déchéance humaine, était bien plus forte qu'au nord du Mali, et pourtant aucun pays impérialiste n'est intervenu militairement pour arrêter la barbarie qui a durée plusieurs années. Pourquoi ? Parce que justement les champs d'hévéas, propriété de Firestone, n'ont jamais brûlé et les mines de diamants n'ont jamais été menacées, à tel point qu'a été mis le Processus de Kimberley pour calmer les indignations légitimes de l'opinion internationale sur les « diamants de sang ».

Si Claude Gabriel conteste ce point de vue, qu'il nous donne la clef de la compréhension : pourquoi les impérialistes interviennent-ils dans telle situation inhumaine et pas dans d'autres cas ou parfois la barbarie y est égale ou plus importante (si l'échelle de valeur a encore une signification rationnelle).

Une intervention progressiste ?

Que dit Gabriel dans sa conclusion :

« L'intérêt géostratégique à long terme de la France inclut singulièrement la reconstruction des États, la fin de la corruption, la stabilisation d'une bourgeoisie d'affaires plus encline au contrat qu'au pot de vin, une armée obéissant aux institutions politiques, etc. Mais cela est hors de portée. »

D'abord pas sûr que l'intérêt de la bourgeoisie française, à long terme, soit celui de l'absence de pots de vin et de corruptions, car ce sont des méthodes qui ont fait la preuve d'une certaine efficacité pour le capital. A moins de croire que le capitalisme tend à devenir propre et responsable et que les paradis fiscaux ne serviront plus à rien. Ce que, il est vrai, on a bien tenté de nous vendre au moment de la crise financière.

Et si ce n'était pas hors de portée de la France, qu'aurait dit Gabriel sur l'intervention française ? D'autant qu'il précise que le Continent ou du moins certains pays africains pour reprendre une formule célèbre ne seraient pas mûrs pour leur révolution démocratique !

Dans un sursaut salutaire il nous dit :

« Surtout que Paris ne s'occupe pas de ça ! Ni légitimité ni crédibilité ».

Pour ajouter aussitôt dans sa conclusion que les troupes françaises au Mali doivent rester :

« Mais nous, ne faisons pas semblant de croire que le départ des Français peut se faire sans dégât pour les populations. Les Français partis, ce sera pire pour elles ».

Une autre solution était possible

Alors pour que les choses soient claires. Est-ce qu'il fallait libérer le Nord du Mali : la réponse est oui. Y compris de manière militaire : la réponse est encore oui.

Bien sûr, et nous le savons, l'armée malienne n'était pas en capacité de pouvoir déloger les djihadistes et une aide militaire étrangère s'imposait. Mais seulement une aide. Ce qui implique que la libération du nord du pays soit d'abord l'affaire des Malien(ne)s et devrait se faire sous l'autorité politique des maliens. Ce qui présupposait que les maliens aient la possibilité, après la chute du régime d'ATT, de pouvoir refonder leur institution politique à partir d'assises nationales réunissant les populations, c'est-à-dire les organisations qui structurent la société malienne. C'est ce qu'ont proposé les organisations progressistes (même si, à notre avis, certaines d'entre-elles ont fait des erreurs dans leur soutien inconditionnel aux putschistes).

La politique de Paris, et nous l'avons dit maintes fois, a visé à empêcher toutes prises en main des maliens par eux-mêmes pendant la crise qui a commencé il y a un an et a préféré, avec l'aide de la CEDEAO, imposer un président de transition, illégitime et peu crédible. Il y a une grande différence entre un exécutif légitime, issu d'assise nationale regroupant les populations maliennes et menant la lutte pour libérer les territoires du Nord avec l'aide d'opérations militaires extérieures, et un Président par intérim élu par personne, honni d'une grande majorité de maliens, sans pouvoir sur l'armée malienne et étant redevable de son pouvoir à la France. D'un côté on est acteur de sa libération, de l'autre on regarde les blindés français comme on regardait, autrefois, le Paris-Dakar des occidentaux.

La question de la guerre n'est pas seulement une affaire militaire, c'est aussi une affaire de politique, au moins parce qu'à la fin de la guerre les solutions politiques seront adoptées. Aujourd'hui ce sont les autorités françaises qui sont en train de définir le futur du Mali. C'est le sens de notre combat contre l'ingérence de la France au Mali.

Pour conclure

A notre avis le texte de Claude Gabriel sous-estime l'importance de l'exploitation de l'uranium dans l'intervention française malienne et tend à confondre la recherche de la stabilité d'un pays ou d'une région par l'impérialisme avec une volonté, supposée, de lutter contre la barbarie qui, au mieux, n'est qu'une illusion et, au pire, conduit à l'acceptation des interventions impérialistes au prétexte d'action humanitaire.

Franchement qui peut croire que la France est intervenue au Mali contre la barbarie, elle qui a soutenue et alimentée la guerre du Biafra, a bombardée au napalm le Cameroun et a été impliquée dans le génocide au Rwanda ! La critique des supposées « contradictions de l'anti-impérialisme conventionnel » risque fort de déboucher sur la défense de l'ingérence humanitaire qui est tout aussi conventionnelle et par contre serait terriblement plus dangereuse pour la gauche de la gauche de ce pays qui a su rester anti-impérialiste, ce qui comme l'indique l'auteur … est rassurant.

Paul Martial

P.-S.

* http://www.afriquesenlutte.org/afrique-de-l-ouest/mali/article/mirage-humanitaire-dans-le-desert

Notes

[1] Voir sur ESSF (article 27959), Mali et contradictions d'un anti-impérialisme conventionnel.

[2] http://www.lesafriques.com/actualite/l-uranium-du-niger-20-milliards-de-dollars-perdus-en-50-ans.html?Itemid=89?articleid=26147

[3] http://lexpansion.lexpress.fr/afrique/pourquoi-areva-reste-t-il-au-niger-malgre-les-dangers_239131.html

[4] http://www.oecd-nea.org/press/in-perspective/addressing-climate-change-FR.pdf

[5] http://www.eeas.europa.eu/delegations/tchad/eu_tchad/trade_relation/index_fr.htm

[6] Voir sur ESSF (article 28007), Du passé colonialiste faisons table rase ! Les armées du pré carré africain de la France.

[7] http://blogs.lexpress.fr/afrique-en-face/2013/03/01/purge-sans-fin-chez-les-africains-du-quai-dorsay/

[8] Vision de Samir Amin qui lui par contre est pour l'intervention de la France au Mali voir sur ESSF (article 27717), Débat sur l'intervention française au Mali : le point de vue de Samir Amin.